

ON CONTINUE...

avec l'UFR des industries chimiques CGT

l'édito

GUERRE, PAIX... & PROJETS CAPITALISTES

La guerre en Ukraine est une résultante de l'affrontement de deux impérialismes.

C'est toujours le même schéma : tandis que des innocents sont sauvagement abattus, tandis que la misère s'installe dans les pays belligérants, la classe bourgeoise se frotte les mains, les industries de l'armement prospèrent et celles de la reconstruction, notamment du BTP, n'attendent plus que d'intervenir sur place, profitant de l'aubaine pour augmenter leurs profits.

Notre pays se repaît également abondamment des guerres puisqu'il fait partie des plus grands pourvoyeurs d'armes de la planète, se plaçant au 3^{ème} rang d'exportateur mondial d'armes. Plus généralement, la mondialisation néolibérale des économies, la circulation effrénée des capitaux ainsi que les délocalisations ont accentué la fracture entre riches et pauvres à l'intérieur des pays et entre eux.

La recherche du profit à tout prix et la volonté des puissants de contrôler les richesses de la planète ont entretenu la course aux armements et le commerce des armes, pérennisant le sous-développement et alimentant les tensions sur la planète. Quant à nous, cégétistes, nos positions au sujet des guerres sont claires et nous les avons affirmées conjointement avec le mouvement de la paix : nous militons pour la paix et pour le désarmement.

Agir, pour la paix et le désarmement est indissociable de notre lutte pour le progrès social.

Ce conflit est aussi une occasion rêvée pour un pourvoyeur d'énergie, tel que les États-Unis de nous refiler son gaz de schiste dont l'extraction est responsable de dégâts environnementaux en pagaille : destruction des paysages, pollution des eaux, séismes locaux, émissions de méthane...

Autre aubaine : des augmentations de prix impactant gravement le pouvoir d'achat, consécutives, semblerait-il, à ceux des matières premières.

ON SAIT ENFIN CE QUE SE DISENT MACRON ET POUTINE PENDANT DES HEURES AU TÉLÉPHONE...



MALGRÉ L'EMBARGO EUROPÉEN, LA FRANCE A DISCRÈTEMENT LIVRÉ DES ARMES À LA RUSSIE ENTRE 2014 ET 2020

Nous ne sommes pas les seuls touchés par des difficultés croissantes à subvenir à nos besoins. Bien pire est la situation dans de nombreux pays d'Afrique : le prix du sucre est en hausse au Sénégal, au Mali et en Mauritanie, le litre d'huile et le kilo de pommes de terre flambent en Algérie... Sur les marchés traditionnels comme dans les supermarchés, la facture des courses alimentaires ne cesse de s'alourdir. Et dans un pays aussi riche que le nôtre, faut-il accepter un appauvrissement généralisé ?

On compte près de 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté.

Certes, les élections présidentielles ont occulté quelque peu ce sujet d'une inflation galopante, mais, passé le 24 avril toutefois, il est clair, au vu des résultats du premier tour, que nous allons devoir de nouveau nous mobiliser : nous serons, là encore, face à notre ennemi de classe, qu'il soit représenté par Macron ou Le Pen, qui sont les mêmes défenseurs du capitalisme. Et nous allons encore nous battre, nous qui avons tant de sujets de revendications et de préoccupations : entre les injustices sociales, la répression policière, les entraves aux libertés, l'inaction climatique, l'état d'urgence, le diktat sanitaire, le scandale des cabinets conseils (évadés fiscaux et grassement rémunérés avec l'argent public : le nôtre), la fortune cachée de Macron, etc., **ce ne sont plus des manifs, mais la révolution, que nous devons faire !**

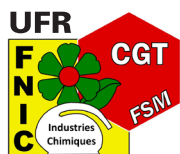
Pour compléter le sujet Mc Kinsey, nous précisons qu'entre autres prestations commandées par le gouvernement (au total 2,4 milliards € perçus), ce cabinet menait une étude visant à la réforme des retraites, bien sûr antisociale.

Nous l'avons combattue avec succès en 2019. Mais finalement, Mc Kinsey, après avoir empoché l'argent du contribuable, a décidé d'abandonner le projet : tout cela pour la modique somme de 957 000 €... joli cadeau du gouvernement copain, non ? ■

Sommaire

Une : L'édito • L'action, Bilan des journées d'action de mars p.2 •

L'information p.3 • L'agenda, l'orga-le point, le coup de gueule p.4



ON CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération Nationale des Industries Chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : Emmanuel Lépine

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0124 S 08416

l'action

BILAN DES JOURNEES D'ACTION DE MARS

De nombreuses journées d'action ont émaillé ce mois de mars 2022. Appel confédéral le 17 mars, faisant l'objet de manifestations un peu partout dans le pays.

Pour ce qui nous concerne, nous, retraités, l'UCR a appelé à une manifestation dans plusieurs régions de France, le 24 mars. Notre UFR a soutenu celle-ci en appelant nos militants à se mobiliser ce jour-là, actifs comme retraités.

Car nos luttes sont indissociables. Tout ce que perdent les retraités aujourd'hui impactera le pouvoir d'achat des futurs retraités.

C'est donc tous ensemble que nous devons lutter. C'est la base de notre solidarité intergénérationnelle. Outre la revalorisation immédiate de notre pouvoir d'achat, nous rappelons nos revendications, soutenues par notre fédération FNIC-CGT :

- **Retraite à 60 ans, à taux plein, pour tous, après 37,5 ans de cotisations.**
- **Pension égale à 75 % minimum du salaire, calculée sur les 10 meilleures années, revalorisée sur les salaires et non sur les prix, et qui ne soit pas inférieure au SMIC (revendiqué à 2 000 €).**
- **Retraite anticipée pour les travaux pénibles, dès 55 ans.**
- **Pension de réversion de 75 %.**
- **Revalorisation des pensions bloquées depuis 5 ans.**
- **Suppression de la CSG et remplacement de celle-ci par une cotisation de l'employeur au travers du salaire socialisé.**
- **Prise en charge intégrale, par la Sécurité sociale, de nos dépenses de santé.**

Par ailleurs, et comme déjà annoncé dans notre précédent numéro, notre fédération FNIC, appuyée en cela par d'autres fédérations, UD et syndicats, a initié une journée de grève interprofessionnelle pour les revenus de tous, le 31 mars dernier.



Il y a plus que jamais urgence à œuvrer pour contrer tous les projets antisociaux que nous prépare le capitalisme.

Le second tour de la présidentielle, le 24 avril, opposera deux candidats, mais pas deux programmes, car ceux-ci portent la même politique contre les travailleurs, les retraités et les jeunes. Macron n'est en rien un rempart contre l'extrême droite, **il est à l'origine du problème.**

MACRON EST NOTRE ENNEMI MORTEL AU MÊME TITRE QUE LE PEN.

La FNIC-CGT n'appellera pas à choisir le choléra plutôt que la peste ! Nous avons sonné cent fois l'alarme, répétons-le : la ligne de l'acceptable ne passe pas entre l'extrême droite et le reste de l'échiquier politique.

L'heure est maintenant à la mobilisation générale pour le monde du travail car, quel que soit le vainqueur du 24 avril, **ça va saigner !** ■



BILAN SUCCINCT DU 42^{ÈME} CONGRÈS FÉDÉRAL EXTRAORDINAIRE

La pandémie de Covid-19 a largement retardé, pour notre fédération, la possibilité de débattre efficacement et d'entériner notre document d'orientation.

C'est désormais chose faite avec ce Congrès extraordinaire qui s'est tenu du 21 au 24 mars à Louan (77).

Pas loin de 300 participants au total, avec plusieurs thèmes abordés.

D'abord un rapport introductif évoquant la situation internationale (guerres, notamment en Ukraine), mais aussi européenne et nationale, où s'exerce un capitalisme débridé s'attaquant à nos conquies, rapport invitant en conclusion à faire émerger du Congrès une véritable orientation de lutte de classes avec une direction pour la mettre en œuvre. Puis de nombreuses interventions de Camarades témoignant des situations dans leurs entreprises.

La deuxième journée a été consacrée à la lutte, à l'international avec, après l'intervention du Secrétaire général de la FSM, George Mavrikos, des prises de paroles de Camarades de différents pays.



Salaire, emploi, temps de travail, protection sociale (notamment retraites) sont les thèmes qui ont été abordés le 3^{ème} jour, suivis, pour terminer notre Congrès, de débats sur le sujet des luttes à organiser et de la convergence de celles-ci.

Après les votes sur le document d'orientation et les amendements, une soirée fraternelle a chaleureusement clôturé notre 42^{ème} Congrès extraordinaire.

Nous saluons au passage l'excellente organisation de l'événement, ainsi que le choix du lieu. ■

Pouvoir d'achat : aucun projet capitaliste en notre faveur

Chers camarades, il est très important de rappeler que jamais, au grand jamais, un pouvoir dominé par l'idéologie capitaliste ne s'est soucié réellement du bien-être et du pouvoir d'achat des travailleurs que nous sommes.



Lorsque les représentants de ce pouvoir prétendent nous octroyer plus de pouvoir d'achat, c'est toujours au détriment de quelque chose.

En l'occurrence, c'est de notre Sécurité sociale qu'il s'agit : la suppression des cotisations sociales va peut-être faire gagner quelques euros sur les fiches de paie, mais parallèlement détruire toute protection sociale, laquelle ne sera plus financée.

Face à cette perversité, nous mettons tout le monde en garde : le salaire socialisé, institué par Ambroise Croizat en 1945, est un conquies que nous devons défendre plus que jamais : la prise en charge collective de la santé, incluant la perte d'autonomie, le risque chômage, la retraite, les années d'études, la parentalité, entre autres, doit être exclusivement assurée par les cotisations sociales. **Pas question donc, de laisser une seule de ces cotisations disparaître.** ■

L'agenda

- 1^{er} mai : Journée internationale des Travailleurs : mobilisations et manifestations locales
- 6 septembre : Assemblée générale de rentrée de notre fédération

l'orga - le point...

FNI AU 8 AVRIL 2022

Les années se suivent et se ressemblent : l'an dernier à la même date, nous avons recensé 3 044 FNI sur l'année précédente. Cette année, 3045.

Cependant, nous constatons déjà l'an dernier un retard assez conséquent : l'année 2021 est terminée depuis 4 mois déjà et il serait assez judicieux de faire rentrer les FNI manquants, soit 254 FNI.

Merci aux Camarades d'œuvrer en ce sens : les cotisations sont indispensables à la survie de notre organisation, en particulier notre fédération.



l'orga - le point...

AUGMENTATION TARIFS ESSENCE, PSEUDO RÉDUCTIONS...

Selon l'Union routière de France, les taxes sur les carburants en France représentaient plus de 31 milliards € en 2020.

D'autres taxes viennent s'ajouter, sur l'assurance auto, les certificats d'immatriculation, les voitures de sociétés, etc. : en tout, c'est plus de 70 milliards € d'impôts annuels qui frappent les usagers de la route.

Alors, dans un grand élan de générosité, compte tenu de l'augmentation depuis le début de l'année d'environ 50 centimes € par litre de carburant, le gouvernement fait « cadeau » d'une ristourne à partir du vendredi 1^{er} avril de 18 centimes par litre. Sachant que sur un litre il y a 60 % de taxes, avec cette augmentation de 50 centimes, le gouvernement récupère 30 centimes : il nous fait une obole de 18 centimes et encaisse la différence...

Elle n'est pas belle la vie (de cet État voleur) ?